



**Revue de presse**  
**Gouvernance des eaux souterraines**  
**d'Abitibi-Témiscamingue**  
**14 mars – 28 mars 2012**

*Pour plus d'informations, veuillez contacter :*  
Olivier Pitre, Coordonnateur  
SESAT  
Tél: (819) 732-8809 poste 8224  
Courriel : [olivier.pitre@sesat.ca](mailto:olivier.pitre@sesat.ca)

**Le Devoir.com**  
**23 mar. 2012**  
**Associated press**

## **L'eau, une source probable de conflits dès 2022**

*Associated Press. 23 mars 2012. Actualités sur l'environnement*

Washington — Les sécheresses, les inondations et le manque d'eau potable pourraient causer une instabilité mondiale significative et des conflits au cours des prochaines décennies, alors que les pays en développement tenteront de répondre à la demande d'une population en forte croissance tout en affrontant les effets des changements climatiques, affirment les agences américaines de renseignement dans un rapport diffusé jeudi.

Selon rapport, qui reflète l'avis des différentes agences fédérales de renseignement, le risque que des conflits liés à l'eau provoquent des guerres dans les 10 prochaines années est minime, même si ces conflits créent des tensions et menacent les marchés alimentaires nationaux et internationaux. Mais à partir de 2022, le rapport estime que l'utilisation de l'eau comme arme de guerre sera plus probable, particulièrement en Asie du Sud, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

Le rapport affirme que les inondations et l'eau insuffisante ou de mauvaise qualité, combinées à la pauvreté, aux tensions sociales, à la mauvaise gouvernance et à la faiblesse des gouvernements contribueront à l'instabilité, qui pourrait mener à la faillite de plusieurs États. Ces éléments «vont probablement augmenter le risque d'instabilité et de faillite des États, exacerber les tensions régionales et empêcher les pays de travailler avec les États-Unis sur des objectifs importants», affirme le rapport, diffusé par le département d'État.

Le rapport prédit que les pays situés en amont des cours d'eau limiteront l'accès à l'eau de leurs voisins en aval pour des raisons politiques, et que les gouvernements utiliseront les réserves internes d'eau pour supprimer les mouvements séparatistes et les populations dissidentes.

**Abitibi Express**  
**26 mars 2012**  
**Martin Guindon**

## Un comité pour gérer l'eau de l'esker St-Mathieu-Berry



Publié le 26 Mars 2012  
Martin Guindon

Recommander

Tweeter

+1 0

**La SESAT lancera son projet pilote à Amos et Berry**

**La Société de l'eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue (SESAT) lancera son projet pilote de gouvernance de l'esker aquifère St-Mathieu-Berry, lors de soirées publiques prévues à Berry (2 avril) et Amos (3 avril).**

Sujets : [Laboratoires ruraux](#), [Ministère des Affaires municipales](#), [UQAT](#), [Amos](#), [La Motte](#), [Berry](#)

«On travaille à ce projet depuis maintenant trois ans. On l'avait d'abord soumis pour financement au programme Laboratoires ruraux (du ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire), mais il n'avait pas été retenu. Les municipalités concernées ont accepté de renouveler leur engagement pris à l'époque envers nous et on a de bons sons de cloche de la part des ministères concernés, alors on lance le projet officiellement», explique le président de la SESAT, Serge Bastien.

Le projet consiste à mettre sur pied un comité de gouvernance de l'esker St-Mathieu-Berry, inspiré des organismes de bassin versant pour les eaux de surface. La SESAT veut y réunir des représentants des différents usagers afin d'assurer une meilleure gestion de la ressource. Six municipalités sont touchées par cet esker, soit Amos, Berry, La Motte, St-Mathieu-d'Harricana, Sainte-Gertrude-Manneville et Trécesson.

### L'esker idéal

«C'est vraiment l'esker idéal pour un projet pilote. On possède déjà beaucoup d'information à son sujet, grâce aux travaux de recherche de Vincent Cloutier et de son équipe de l'UQAT. On y retrouve aussi à peu près tous les usages possibles. Une municipalité y puise son eau, de même qu'une usine d'embouteillage. On y retrouve des citoyens en villégiature, des sablières et des gravières, etc.», précise M. Bastien.

Le but du comité sera de gérer les usages autour de cet esker, de développer un modèle qui sera exportable auprès d'autres eskers aquifères et de suggérer des bases de réglementation. Les soirées serviront à donner de l'information sur le projet pilote et le fonctionnement du comité ainsi qu'à vérifier l'intérêt des gens à y participer.

Les soirées auront lieu à 19h30 le lundi 2 avril à la salle municipale de Berry et le mardi 3 avril à la salle du conseil municipal d'Amos. Il faut s'inscrire auprès d'Olivier Pître au 732-8809 poste 8239 ou par courriel: [olivier.pitre@sesat.ca](mailto:olivier.pitre@sesat.ca).



archives/Martin Guindon

Serge Bastien et Olivier Pître, de la SESAT.

Le catalogue **Rêvez en grand**  
de **HOMÉ DEPOT** réinvente  
l'inspiration déco.

DÉCOUVREZ COMMENT  
IL PEUT VOUS AIDER À  
DONNER VIE À VOS IDÉES.

Rêvez!

HOMÉ  
DEPOT

**Citoyen de l'Harricana**  
**26 mars 2012**  
**Guy Lacroix**

## **Vous avez votre mot à dire sur l'eau que l'on boit**

Un comité de gestion verra le jour

GUY LACROIX

Général - Publié le 27 mars 2012 à 12:09



Serge Bastien, président de la Société de l'eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue. (Photo d'archives)

**Un comité chargé de la gouvernance de l'esker St-Mathieu-Berry devrait voir le jour d'ici l'été prochain. Pour y arriver, la Société de l'eau souterraine de l'Abitibi-Témiscamingue (SESAT) convie la population à deux séances d'informations.**

Dans le cadre de ces soirées, dont l'une se tiendra à Berry le 2 avril et l'autre le 3 avril à la salle du conseil municipal d'Amos, citoyens, industries, représentants de municipalités et de ministères sont invités. Des détails sur le projet pilote, le rôle du comité ainsi que son fonctionnement seront donnés. L'esker St-Mathieu-Berry présente des caractéristiques idéales dans cet esprit.

«Avec une usine d'embouteillage, des municipalités, de la villégiature, des usines et des forestiers qui y travaillent, on retrouve à peu près tout ce que qui est susceptible de se produire sur un esker», fait valoir Serge Bastien, président de la SESAT.

### **Représentativité recherchée**

Bien que la SESAT soit l'organisme qui chapeaute la démarche, le comité sera une création distincte assure Serge Bastien.

«On souhaite que des gens lèvent la main et montrent leur intérêt lors des rencontres d'informations. Nous allons proposer une composition de comité et il devrait y avoir un représentant de la SESAT. Mais nous souhaitons que tous les aspects soient touchés dans sa composition et que la représentativité soit complète. On espère la création du comité avant l'été et le début des opérations réelles cet automne.»

## Une expertise exportable

Par la création d'un comité de gouvernance, la SESAT espère assurer une saine gestion de l'eau souterraine. L'établissement de règles d'usage et de modes de fonctionnement des opérations de tout ordre sur les eskers pourra ensuite servir d'autres territoires ayant les mêmes préoccupations.

«Je pense entre autres à Barraute ou encore à Senneterre. Nous espérons créer un modèle que d'autres pourront utiliser ensuite», de conclure le président.

Les personnes désireuses de participer devraient confirmer leur présence auprès de la SESAT au numéro 732-8809, poste 8239. Les deux rencontres débiteront à 19h30.

## Presse-toi à gauche

26 mars 2012

Bernard Mounier

### SUCCÈS ÉCLATANT DU 4E FORUM ALTERNATIF MONDIAL DE L'EAU À MARSEILLE



Le Forum alternatif mondial de l'eau (Fame) a réuni près de 5 000 personnes, dont 3 000 Français. Il s'est conclu samedi dernier par une manifestation massive particulièrement dynamique et festive, animée par les représentants d'associations de 57 pays, et par un grand concert mêlant la jeunesse marseillaise et les militantEs venuEs du monde entier.

#### L'échec du forum des marchands

Il a éclipsé, pour la première fois, le Forum mondial de l'eau, dont la sixième édition se tenait simultanément de l'autre côté de Marseille.

Car ce rassemblement illégitime, organisé à grand frais d'argent public par le gouvernement français, la ville de Marseille et le Conseil mondial de l'eau, conglomérat de transnationales, d'autorités étatiques diverses et d'agences de l'ONU, n'a pas réussi à faire oublier le bilan désastreux du dogme de la marchandisation de l'eau et l'échec général des solutions basées sur la recherche du profit maximum. Aussi il n'a réuni que la moitié des invités annoncés et s'est déroulé dans une ambiance morose. Ce « Davos de l'eau » est condamné à péricliter.

La crise de l'accès à l'eau et à l'assainissement frappe 3 milliards de personnes. Cet élément essentiel à toute vie est partout gaspillé et pollué par le productivisme généralisé et l'extractivisme [1] frénétique, capté de force par les États les plus puissants, comme Israël, détourné par les usages des dominants, privatisé au détriment de la santé et de la dignité des plus pauvres qui ne peuvent pas payer l'eau potable et l'assainissement, profits compris.

Enthousiasme, chaleur et fraternité pour un forum de combat, le Fame Une majorité de femmes et de jeunes affluant des cinq continents ont convergé toute la semaine, pour rejoindre le grand nombre d'hébergements solidaires et le Dock des Suds où le Fame s'est principalement déroulé. Fruits de plus de 200 contributions discutées depuis un an entre militantEs de l'eau, 55 ateliers, regroupés en 11 thèmes, ont été le lieu de débats fraternels, sérieux et approfondis ; 40 films militants ont été projetés. Partout l'échange et le débat passionné entre militantEs défendant la même cause.

Nous avons entendu la voix tonitrue des militantEs d'Amérique du Sud, d'Afrique et de Palestine.

Partout, de façon précise, documentée, avec l'aide d'experts, nous avons dénoncé la loi du plus fort dans les rapports entre États, le productivisme, l'extractivisme et le capitalisme vert, refusé la privatisation de la terre et de l'eau, les partenariats public-privé et les délégations de service public confiées aux multinationales comme Veolia et Suez.

#### Les solutions des peuples

Nous avons étudié nos solutions à la crise de l'eau et de l'assainissement, les financements publics, les échanges et les partenariats public-public, les expériences de gestion collective, démocratiques et publiques, les solutions techniques écologiquement soutenables, comme le lagunage [2] et les toilettes sèches.

Nous nous sommes quittés en constatant qu'une étape était franchie vers un grand mouvement mondial pour la gestion publique et démocratique du bien commun que sont l'eau et l'assainissement.

ROBVQ  
22 mars 2012



## COMMUNIQUÉ

Pour diffusion immédiate

### Journée mondiale de l'eau 2012

#### DE RETOUR DU FORUM MONDIAL DE L'EAU DE MARSEILLE, LES OBV DU QUÉBEC PROPOSENT DES SOLUTIONS!

**Québec, le 22 mars 2012-** En cette journée mondiale de l'eau, c'est plusieurs constats, idées et solutions que ramène la délégation de six représentants des Organismes de bassins versants du Québec (OBV) du Forum mondial de l'eau de Marseille qui avait pour thème « Le Temps des solutions ». La délégation a été très active, afin de présenter l'approche québécoise de gestion intégrée de l'eau, mais aussi pour apprendre de l'expérience des 20 000 participants qui étaient présents.

#### Les enjeux de l'eau au Québec

Le Forum mondial de l'eau était axé autour des expériences et des solutions de gestion de l'eau développées à travers le monde. Bien qu'à l'échelle planétaire, l'eau et la sécurité alimentaire aient été identifiées comme thématique prioritaire pour cette année, le Forum a permis de faire ressortir plusieurs grands enjeux sur lesquels travailleront les OBV et leurs partenaires. L'intégration de la donne des changements climatiques dans la gestion de l'eau, la gestion des bassins transfrontaliers en collaboration avec l'Ontario, le Nouveau-Brunswick et les États-Unis, le développement de la gestion intégrée des ressources en eau dans le Nord de la province et la gestion des eaux souterraines, surtout dans un contexte où l'industrie des gaz de schiste tente de s'implanter chez-nous, feront partie des préoccupations des OBV au cours des prochains mois

#### Le temps des solutions

Pour Marie-Claude Leclerc, directrice générale du ROBVQ et participante au Forum mondial de l'eau, « la mise en place de solutions concrètes et intégrées pour le Québec passe par la mise sur pied d'une Table de concertation provinciale sur l'eau, rassemblant les décideurs et usagers de la ressource, afin d'élaborer un véritable agenda de l'eau pour le Québec ». Madame Leclerc affirme que « les OBV travaillent depuis plus de 10 ans à la concertation et la mobilisation des acteurs avec succès, mais

leurs efforts et le résultat de leur travail doivent être intégrés à des objectifs communs pour tous les Québécois assortis d'un financement adapté ».

### **La délégation québécoise et ses activités**

En plus d'identifier des solutions, la délégation composée d'Ambroise Lycke (OBV Témiscamingue), de Karine Dauphin (COPERNIC), de Geneviève Gallerand (COBALI), de Claude Normand (OBV Nord-est du Bas Saint-Laurent), d'Antoine Verville (ROBVQ) et de Marie-Claude Leclerc (ROBVQ), a fièrement représenté le Québec.

En plus de signer le Pacte de Marseille pour une meilleure gestion des bassins, la délégation a participé à quelques dizaines de sessions et tables rondes sur des thèmes comme la gouvernance, les changements climatiques, l'éducation relative à l'environnement et les aspects financiers de la gestion intégrée de l'eau. Elle a aussi effectué une visite technique sur la gestion intégrée de la Lagune de Thau. Marie-Claude Leclerc a également agi à titre de modératrice lors d'une session officielle sur la gouvernance organisée par l'Office international de l'eau.

La délégation québécoise a aussi profité de sa présence en France pour amorcer un échange d'expériences avec plusieurs organisations chargées de la gestion intégrée de l'eau en France et pour consolider certains partenariats. Parmi les protagonistes rencontrés, citons l'Agence de l'eau de Rhône Méditerranée Corse, l'Association Française des Établissements Publics Territoriaux de Bassin (AFEPTB), le Réseau international des organisations de bassin (RIOB), des commissions locales de l'eau et des instituts de recherche.

Rappelons que les OBV sont des organismes mandatés par le gouvernement en vertu de la « Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection ». En concertation avec les acteurs de l'eau, ils élaborent un plan directeur de l'eau et assurent le suivi de sa mise en oeuvre. Le ROBVQ représente 40 OBV établis sur l'ensemble du Québec méridional regroupant ainsi plus de 800 acteurs de l'eau.

-30-

**Source:**

Caroline Gagné  
Chargée des communications/marketing  
418 800-1144 poste 6  
[caroline@robvq.qc.ca](mailto:caroline@robvq.qc.ca)